

ISSN 2958-7948

VARIATIONS

Revue Ouest-Africaine des Sciences Sociales



UCAO-UUT

Numéro 3
Décembre 2023

VARIATIONS

Revue ouest-africaine des sciences sociales

Revue annuelle éditée depuis 2022 par les Presses de l'Université
Catholique de l'Afrique de l'Ouest - Unité universitaire au Togo

Contact : variationsucao.uut@gmail.com
01 BP 1502, Lomé 1, Togo

ISSN : 2958-7948

3, décembre 2023.

© Presses de l'UCAO UUT, 2023

VARIATIONS

Directeur de publication : Pr. Tossou Atchrimi

Rédacteur en chef : Koffi Kpotchou, MC.

Conseil scientifique : Pr. Yaovi Akakpo (Université de Lomé), Pr. Benjamin Akotia (UCAO-UUA), Pr. Kouméalo Anate (Université de Lomé), Pr. Tossou Atchrimi (Université de Lomé), Pr. Gilles Ferreol (Université de Bourgogne Franche-Comté), Pr. Rock Hounghin (Université d'Abomey-Calavi), Pr. Komi Kouvon (Université de Lomé), Pr. Auguste N'sonssissa (Université Marien N'Gouabi), Pr. Boussanlègue Tchable (Université de Kara).

Comité international de lecture : Pr. Aklesso Adji (Université de Lomé), Pr. Cyprien Coffi Aholou (Université de Lomé), Pr. Mawusse Kpakpo Akue Adotevi (Université de Lomé), Pr. Komlan Avougla (Université de Lomé), Yolande Berton-Ofoueme (Université Marien Ngouabi), Pr. Céline Bikpo (Université de Cocody), Pr. Brice Bini (UCAO-UUA), Essohanam Bini, MC. (Université de Kara), Pr. Thierry Ezoua (Université de Cocody), Pr. Kokou Mawulikplimi Gbemou (Université de Lomé), Yacouba Halidou, MC. (Université Abdou Moumouni), Pr. Kokou Folly Lolowou Hetcheli (Université de Lomé), Pr. Komi Kossi-Titrikou (Université de Lomé), Emmanuel Langlois, HDR (Université de Bordeaux), Pépévi Lodonou-Kpakpo, MC. (Université de Lomé), Pr. Hugues Moukaga (Université Omar Bongo), Sényi Moumouni, Directeur de recherche (Université Abdou Moumouni), Napakou Batchin (Université de Lomé), Pr. Kuwédaten Napala (Université de Kara), Pr. Gaston Ogui (UCAO-UUA), Pr. Paboussoum Pari (Université de Lomé), Professeur Mouckaila Abdo Lawani Serki (Université Abdou Moumouni), Clarisse Tama-Imorou, MC. (Université de Parakou), Bilakali Tonyeme, MC. (Université de Lomé), Pr. Ignace Yapi Ayenon (Université de Bouaké).

Comité de rédaction : Koffi Kpotchou, Kokouvi Azoko. Kokou, Elom Kokou Assinou, Awagnon, Houvi Messagan, Dopé Akite-Djamlan.

EDITORIAL

Variations dans le sens du potentiel pratique d'une justice épistémologique

L'UCAO-UUT (Université catholique d'Afrique de l'Ouest, Unité universitaire au Togo) a lancé en 2021-2022, quatre structures de recherche scientifique. Ce qui rompt avec une certaine vision dominante de l'éducation, remarquable aujourd'hui en Afrique ; vision qui réduit les établissements privés d'enseignement supérieur à leur seule vocation de développer la formation de « professionnel(les) ».

Si l'UCAO-UUT a fait le choix de promouvoir dorénavant la recherche, à côté de la formation de « professionnel(les) » c'est pour réajuster pleinement sa vocation sur la tradition universitaire qui vaut encore dans les sociétés en compétition et en accélération, où enseigner ou former n'est jamais sans chercher, ni découvrir, ni inventer, ni innover. Je pense que l'université africaine a besoin de retenir de Gaston Berger que le contenu pédagogique doit être soutenu sans cesse de « connaissances nouvelles qui, continuellement, viennent bouleverser chaque discipline, mais pour que restent vivants, dans l'esprit de chacun, le désir d'inventer et la possibilité de découvrir ». (G. Berger, 1967).

Variations, revue ouest-africaine des sciences sociales, fondée et éditée par l'UUT depuis 2022, porte sans doute les traces de cette vision de l'enseignement supérieur et de sa fonction historique. Il s'agit pour *Variations* d'être un espace éditorial de promotion et de diffusion de la recherche novatrice. C'est en s'inscrivant dans le pari de la recherche novatrice que les sciences sociales en Afrique peuvent être dans leur fonction historique de marquer l'évolution sociale et le développement. Dans l'espace éditorial qu'est la revue *Variations*, il est espéré et publié des *varia* et des numéros thématiques dans le champ des diverses disciplines des sciences sociales : philosophie, théologie, histoire, géographie, sociologie, anthropologie, psychologie, communication.

Définir ainsi l'espace éditorial de *Variations*, c'est, d'une part, assigner à la revue la vocation de publier en priorité des controverses en sciences

sociales, remarquables *contextuellement* par des problématiques et hypothèses nouvelles, des théories et approches critiques, des résultats originaux, etc. Il faut avertir : les thèses, les ouvrages ou les articles de sciences sociales n'ont pas d'impact significatif sur l'évolution ou le développement, lorsqu'ils ne sont que de simples et pures reconstitutions empiriques de problématiques, hypothèses, théories et approches. Dans cette posture peu honorable, les sciences sociales aliènent en réalité leur fonction historique. C'est le philosophe camerounais Fabien Eboussi Boulaga qui, dans *La Crise du muntu, philosophie et authenticité*, avait mieux averti du risque d'aliénation de la fonction de la philosophie en Afrique. Il interpelait une pratique de la philosophie qui consiste à transposer dans le discours des concepts, sans considérer l'expérience du muntu, « l'homme d'une expérience certaine ». Le philosophe camerounais notait justement dans l'ouvrage cité :

« la non-prise en considération explicite des conditions du discours philosophique aboutit à les réintroduire à titre de facteurs déterminants à l'intérieur du discours, à faire de celui-ci la légitimation idéologique du rapport de force existant, à se mettre au service des puissances du jour » (p. 86).

D'autre part, il s'agit en toute logique pour *Variations*, d'être un espace éditorial qui met les sciences sociales dans l'unique posture, où en contexte elles n'aliènent pas leur fonction pratique (développement et évolution sociale). Pour leur fonction historique, les sciences sociales en Afrique doivent naturellement rester ouvertes et attentives au capital de la science universelle, sans perdre de vue le devoir d'inventer et d'innover, en contexte, des problématiques et hypothèses, des théories et approches. Il s'agit alors pour elles, dans cette posture, de marquer l'histoire en contribuant à la variation du capital épistémique universel.

Sanguéra, décembre 2022

Pr. Yaovi AKAKPO

Directeur de l'académie, de la pédagogie et de la recherche.

Sommaire

| | |
|---|-----|
| EDITORIAL..... | 5 |
| Sommaire..... | 7 |
| Les mots du monde des psychotropes à Bè-Klikamé, Grand-Lomé au Togo, Kossi EPOU, Mahamondou N'DJAMBARA et Koffi KPOTCHOU | 9 |
| Analyse de la demande des services et soins de la médecine traditionnelle par l'approche des représentations sociales : cas du Grand-Lomé au Togo, Okaté AKPO GNANDI..... | 35 |
| Efficacité de l'approche « cash plus » pour un renforcement de la résilience des communautés les plus vulnérables au Burundi, Kodjopatapa Messan AMÉGEE..... | 67 |
| Le paradoxe de la réussite des étudiants exerçant une activité rémunérée à l'Université de Lomé, Kossi Kafui MOKLI, Amévor AMOUZOU-GLIKPA ... | 93 |
| Les rendements aux divers examens scolaires dans les lycées de la commune de Kara au Togo : quels liens avec le matériel pédagogique et didactique ? Biriziwè HOULOUM..... | 119 |
| Impact de l'approche par compétence (APC) sur les performances et la réussite scolaires des élèves en mathématiques dans les lycées de Bobo-Dioulasso, Eric Zongui KI | 135 |
| Solidarité sociale et vulnérabilité financière des ménages dans le grand Lomé, Malimda NAMESSI et Koffi KPOTCHOU | 165 |
| Le pastoralisme face à l'extrémisme violent à l'extrême Nord du Bénin, Baguiri ANDEMI, Azizou CHABI IMOROU..... | 185 |
| Le paradigme des « retours volontaires » à l'épreuve des difficultés de stabilisation des migrants irréguliers retournés en Guinée, Attisso Kafu-Ata ATTIOGBEVI-SOMADO, Sénamé Dodzi KOSSI et Fulbert Arsène Komi ADJAYI..... | 213 |
| Déstabilisation de l'institution politique et sociale du royaume Bamoun à l'époque française (1916-1931), Amza Pevetmi PEGHOUMA | 243 |
| Le culturocide occidental en Afrique : un risque de disparition des langues locales en République Démocratique de Congo (RDC, Musenga Clément THIBIND..... | 259 |
| Mutation des relations civilo-militaires au Togo durant la transition politique des années 1991-1993, Mazamesso WELLA, Boaman Jovit Majoie DOUTI | 279 |

Le pastoralisme face à l'extrémisme violent à l'extrême Nord du Bénin

Baguiri ANDEMI, Azizou CHABI IMOROU
Université d'Abomey-Calavi, Bénin.

Résumé

Les communautés pastorales de Karimama, au nord du Bénin, sont confrontées d'une part, aux défis liés au changement climatique caractérisés par la raréfaction saisonnière de l'eau et de pâturage pour les animaux et, d'autre part, aux attaques terroristes caractérisées par des enlèvements, des vols de bétail et des mines artisanales explosives. Cet article examine la transformation du pastoralisme sous l'effet de l'extrémisme violent, en se basant sur des entretiens avec des acteurs locaux. Les résultats révèlent une diminution des mouvements transfrontaliers des bergers et de leurs troupeaux en raison de l'insécurité causée par l'extrémisme violent. Certains éleveurs prennent toujours le risque d'entrer dans le parc W, ce qui entraîne des conflits avec les éleveurs locaux. Les groupes extrémistes utilisent les mouvements clandestins de troupeaux pour dissimuler leurs activités illégales, exacerbant ainsi les tensions sociales. Les forces de sécurité et les structures de régulation existantes rencontrent des défis liés à leur impartialité et à leur inefficacité. Face à ces difficultés, les éleveurs développent une résilience basée sur des stratégies telles que la réduction de la taille des troupeaux, la délocalisation du bétail vers les zones sécurisées et la sédentarisation. Le projet de sédentarisation lancé par le gouvernement rencontre des limitations en raison de l'absence de cultures fourragères et des problèmes fonciers non résolus.

Mots Clés : *Communautés pastorales, pastoralisme, extrémisme violent, conflits, sédentarisation.*

Abstract

The pastoral communities of Karimama, in the north of Benin, are faced, on the one hand, with the challenges linked to climate change characterized by the seasonal scarcity of water and grazing for animals and, on the other hand, with terrorist attacks characterized through kidnappings, cattle rustling and artisanal explosive mines. This article examines the transformation of pastoralism as a result of violent extremism, based on interviews with local stakeholders. The findings reveal a decline in cross-border movements of herders and their flocks due to the insecurity caused by violent extremism. Some herders still take the risk of entering Park W, which leads to conflict with local herders. Extremist groups use clandestine herd movements to conceal their illegal

activities, exacerbating social tensions. Existing security forces and regulatory structures face challenges related to their impartiality and inefficiency. Faced with these difficulties, livestock farmers are developing resilience based on strategies such as reducing the size of their herds, relocating their livestock to secure areas and settling down. The sedentarisation project launched by the government is encountering limitations due to the lack of fodder crops and unresolved land tenure issues.

Key words: *Pastoral communities, pastoralism, violent extremism, conflicts, sedentarisation.*

Introduction

Centré au Mali jusqu'en 2015, l'extrémisme violent continue maintenant son expansion vers les pays côtiers après avoir embrasé plusieurs pays de la région sahélienne. A l'observation, on a l'impression que ce phénomène se propage à l'instar des mouvements centripètes d'ondes magnétiques à partir d'un épicycle. Depuis le Nord du Mali, on a assisté à une extension progressive vers les pays du Golfe de Guinée. Désormais, du Burkina Faso, les groupes islamistes militants avancent vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (P. Mathieu, 2022, p.7)¹, notamment la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo. En effet, pendant que le Centre et le Nord du Nigéria font face aux raids impitoyables et imprévisibles des groupes extrémistes majoritairement du groupe Boko Haram², le Burkina-Faso et le Niger font face, quant à eux, aux affres de l'extrémisme violent,

¹ MATHIEU Pellerin, « Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ? », Notes de l'Ifri, Ifri, février 2022.

² Boko Haram est un groupe extrémiste islamiste fondé dans les années 2000 par Mohammed Yusuf, un prédicateur radical et très actif principalement dans le nord-est du Nigeria, ainsi que dans les pays voisins tels que le Cameroun, le Niger et le Tchad. Le nom Boko Haram, en langue haoussa, se traduit approximativement par "l'éducation occidentale est un péché". Le groupe est également connu sous le nom de Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad, ce qui signifie "groupe des gens de la tradition pour la prédication et le jihad".

tout comme leur voisin commun le Mali, provenant principalement du groupe Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM)³ (P. Mathieu, 2022, p.7).

Épargnés de ce phénomène jusqu'en 2020, le Togo, le Ghana et le Bénin ont perdu leur sérénité sécuritaire du fait de l'avancée de ces groupes terroristes qui défient tous les dispositifs sécuritaires étatiques instaurés pour essayer de les contrer. Donnant ainsi raison à Maxime Ricard qui écrivait que « les difficultés des Etats sahéliens et des acteurs internationaux à enrayer les activités des groupes armés djihadistes expliquent que des nuages sombres s'amoncellent autour de certains pays côtiers ouest-africains ces dernières années » (M. Ricard, 2021, p.15). L'extrémisme violent est aujourd'hui un phénomène social, sociétal et même pandémique dont il convient de cerner l'impact sur le processus de développement des Etats ouest-africains.

C'est donc clair que l'extrémisme violent est une variable stratégique incontournable qu'aucun pays ouest-africain ne saurait négliger dans la conception et la mise en œuvre de sa politique de développement. Cette variable est devenue si transversale que tous les domaines d'activités humaines dans la région ouest-africaine s'en trouvent affectés. De l'économique au social en passant par le politique, l'environnemental, le culturel, le technologique et même le genre, l'extrémisme violent met désormais dans l'étau les pays d'Afrique de l'Ouest. Mais au-delà de la problématique de libre circulation des personnes et des biens que soulève l'extrémisme violent, ce phénomène cache d'autres mutations sociales et sociétales profondes qui deviennent des facteurs de changement et de transformation du mode de vie des peuples vivant dans l'espace géographique sous influence de ces groupes extrémistes. Parmi les secteurs les plus touchés figure l'élevage qui constitue d'ailleurs la principale source de revenus et de subsistance pour de nombreuses familles d'éleveurs, d'employabilité des jeunes Peulhs, ainsi qu'il représente un véritable levier

³ Ou Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) en français, qui est né du regroupement d'Ansar Dine, des katibas sahariennes d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), de la katiba Macina et d'Al-Mourabitoune.

de la dynamisation de l'économie locale et du développement des marchés locaux.

A défaut donc d'entreprendre une recherche devant concerner tous les secteurs d'activités humaines sous l'influence de l'extrémisme violent dans l'ensemble du territoire ouest-africain, celle-ci se limite à analyser les transformations subies par le pastoralisme sous l'influence de l'extrémisme violent au Nord du Bénin, et plus précisément dans la commune de Karimama. Cette recherche se mène dans un contexte où la zone du Nord Bénin reste encore non suffisamment investiguée par les recherches scientifiques et les publications liées aux conflits armés au profit des foyers de conflits autour de la boucle sahélienne Burkina-Niger qui retiennent plus d'attention (N. Bako-Arifari, A. Amouzou-Glikpa, 2021, p 4).

La question fondamentale de la recherche est alors la suivante : Quelles sont les transformations subies par le pastoralisme sous l'influence de l'extrémisme violent dans l'aire géographique de la commune de Karimama ?

On peut prétendre que les groupes pastoraux, pris en otage entre frustrations des communautés locales, menaces des groupes terroristes et représailles du dispositif sécuritaire étatique, prennent des initiatives novatrices pour contourner les difficultés du pastoralisme dans ce contexte de crise sécuritaire.

C'est sous le prisme de cette hypothèse que la recherche a été menée autour de l'objectif qui est celui de comprendre les mutations et/ou résistances des activités pastorales dans une aire géographique infestée par l'extrémisme violent. Une démarche méthodologique rigoureuse a permis d'atteindre l'objectif visé ci-haut.

Outils et méthode utilisés

Pour la présente recherche, un guide d'entretien a été utilisé comme matériel essentiel pour les entretiens individuels et en focus group de discussion. Un enregistreur a été utilisé pour chaque entretien puis retranscrit par la suite. Aussi, des observations directes et participantes ont-

elles permis d'enregistrer les informations les plus subtiles en lien avec le sujet traité.

La démarche méthodologique suivie est axée sur une approche holistique prenant en compte toutes les parties impliquées dans cette recherche. Elle s'est voulue participative pour favoriser la collecte des données multiples et multiformes présentées comme résultats de la recherche. Cette recherche s'est déroulée en quatre différentes phases que sont la revue documentaire, l'échantillonnage et l'élaboration des outils de collectes de données, la phase de collecte des données, le traitement et l'analyse des données collectées.

De façon opérationnelle, la revue documentaire s'est déroulée tout au long de la recherche. Elle a permis de parcourir des publications scientifiques en rapport avec le pastoralisme et/ou l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest. Cette phase a eu pour intérêt de nous donner une idée des recherches déjà effectuées dans le domaine du pastoralisme en lien avec l'extrémisme violent afin d'en cerner les acquis et d'analyser les postures méthodologiques adoptées pour parvenir aux résultats contenus dans chaque publication consultée. Aussi cette phase méthodologique nous a-t-elle donné l'occasion de collecter des statistiques et des données secondaires relatives à cette recherche.

C'est dans cette perspective que 147 enquêtés choisis de façon raisonnée, ont servi de cibles pour cette recherche. Cet échantillon est composé de multiples acteurs-clés, notamment des autorités politico-administratives locales, des chefs coutumiers de groupes pastoraux, des bouviers/pasteurs, des femmes et jeunes des communautés pastorales, des chefs coutumiers des communautés agricoles et les responsables d'organisations paysannes. Cette phase de collecte de données a permis de rassembler des données primaires.

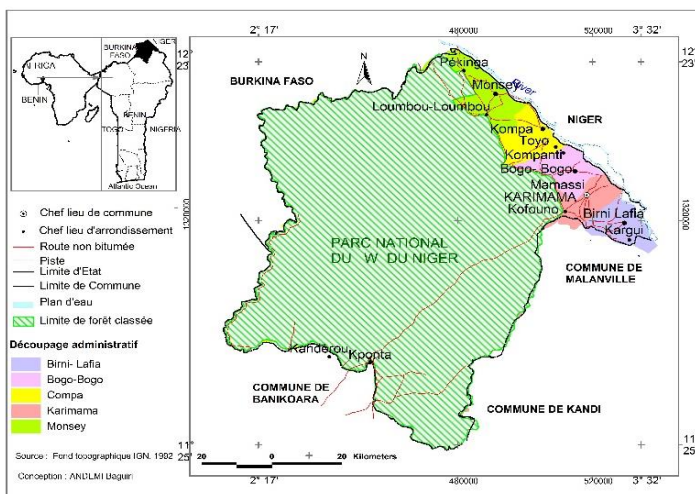
Les données collectées ont été dépouillées et traitées par catégories puis codées. Celles-ci ont été soumises à l'analyse de contenu thématique permettant ainsi de comprendre et d'apprécier les discours, les pratiques, les perceptions, les logiques et comportements autour de la question

sécuroitaire. La triangulation a été le principal instrument de validation des données.

Caractéristiques de la zone de recherche et justification de son choix

La commune de Karimama est située à l'extrême Nord du Bénin frontalier avec le Burkina-Faso et le Niger. Elle appartient à l'aire géographique communément connue au Bénin sous le nom de « Dendi ganda ». Cette aire géo-socioculturelle s'étend sur six (06) communes de la région de Dosso au Niger, quatre (04) collectivités territoriales de l'Etat de Kébir au Nigéria et les communes de Malanville et de Karimama dans le département de l'Alibori au Bénin.

Figure 1: Localisation géographique de la Commune de Karima



Source : Fond INSAE, 2010, conception : ANDEMI Baguiri

Figure 2 : Carte géographique de Dendi Ganda

Présentation de l'espace Dendi Ganda

25 019 Km² entre : Bénin, Niger, Nigéria

- Une communauté de destin au cœur de l'Afrique de l'Ouest



Source : Mairie de Malanville, octobre 2023

Cette zone n'a pas été choisie au hasard pour mener cette recherche. En effet, elle connaît une recrudescence d'actes d'extrémisme violent dont les manifestations sont visibles à travers la récurrence des attaques armées d'édifices publics occasionnant des pertes en vies humaines et des enlèvements de personnes dans nombre de localités. Il convient de noter que sur les onze (11) attaques enregistrées et attribuées aux groupes armés non-identifiés sur l'espace géographique Karimama-Malanville, entre Décembre 2021 et Octobre 2023, huit (08) concernent la commune de Karimama réparties territorialement comme suit : 04 dans la localité de Monsey, 01 à Bogo-Bogo, 02 à Birni-Lafia et 01 à Karimama centre⁴. Cette zone se révèle tenaillée entre raids et/ou menaces de plusieurs groupes extrémistes affiliés, soit à Boko Haram basé au Nigéria du côté Est, notamment ANSARU, soit au Groupe de Soutien à l'Islam aux Musulmans (GSIM) omniprésent au Burkina-Faso (côté Ouest) et au Niger (côté Nord).

⁴ Enquêtes de terrain, novembre 2023

L'intérêt de cette recherche est de mettre en lumière les transformations du pastoralisme sous l'influence de l'extrémisme violent dans cette commune. Il est donc loisible de constater que cet espace ainsi délimité, où se sont déroulées nos recherches, se trouve encadré de part et d'autre par des théâtres d'opération de groupes extrémistes.

Par ailleurs, il ressort de l'analyse des travaux antérieurs que, soit l'extrémisme violent est mis en opposition au pastoralisme, soit il est associé au pastoralisme. Mieux, la revue documentaire a prouvé que très peu de recherches ont été spécifiquement consacrées à cette thématique dans cette commune frontalière ciblée du Bénin. Il est donc paru pertinent pour nous d'aiguiser notre curiosité scientifique au niveau de cette commune ethnographiquement inscrite dans l'espace territorial transnational dénommé « Dendi ganda » où foisonnent, depuis plusieurs décennies, des activités pastorales avec presque la même ampleur que les activités agricoles et commerciales.

L'originalité et le but de cette recherche est de déterminer les angles de variabilité d'une pratique socio-économique vitale, le pastoralisme, en face d'un phénomène anémique nouveau que constitue l'extrémisme violent dans cette zone de recherche située à l'extrême Nord du Bénin.

Résultats

La commune de Karimama, constitue une zone d'attrait de pasteurs étrangers ou locaux ainsi que leurs troupeaux pour des fins pastorales en dépit de l'interdiction de la transhumance transfrontalière et nationale sur le territoire béninois. Sa proximité avec le fleuve Niger au potentiel fourrager le long de la berge, et la zone périphérique du parc W qui offre en saison sèche du pâturage, font de cette commune une zone d'accueil par excellence de troupeaux de bétail. Malheureusement, depuis certaines années, l'activité pastorale est en proie à l'extrémisme violent développé par des individus généralement non identifiés qualifiés de « individus sans foi ni loi » par les agents des forces de sécurité et de défense. Au nombre des causes énoncées de l'extrémisme violent, on retient la violation des droits humains, l'absence d'institutions démocratiques et redevables, le non-

respect de l'Etat de droit, l'intolérance et la discrimination à l'égard des minorités.

Il importe de préciser que la transhumance est une caractéristique du pastoralisme et que le pastoralisme nomade, le pastoralisme semi-sédentaire, le pastoralisme sédentaire et la transhumance constituent les formes de pastoralisme qui se pratiquent par les communautés pastorales rencontrées dans la commune de Karimama. Si le pastoralisme semi-sédentaire et le pastoralisme sédentaire se pratiquent avec à peu près la même amplitude dans cette commune, il convient de nuancer que l'élevage mobile y est plus omniprésent.

Quelle que soit sa forme, quelle est l'imbrication entre le pastoralisme et l'extrémisme violent à Karimama ?

1.1. Effets sur les mouvements des troupeaux et des pasteurs : une mobilité à hauts risques et des structures de régulation en pannes

L'extrémisme violent dans la commune de Karimama est un phénomène qui modifie les pratiques du pastoralisme dans cette localité. Le flux des mouvements transfrontaliers des bergers et leurs troupeaux est actuellement en baisse dans cette commune. Mais curieusement, la zone périphérique du parc W connaît un regain d'activités pastorales pratiquées tant par des éleveurs nationaux qu'étrangers. Selon une évaluation sommaire réalisée par l'ONG African Parc Network, gestionnaire actuel du parc W, 122 mille têtes de bovins ont été déclarées par les éleveurs installées dans la zone de répression modérée du parc. A la question de savoir pourquoi les éleveurs persistaient-ils à entrer dans le parc malgré l'épée de Damoclès qui plane sur leurs têtes, un responsable de campement confie ; « On préfère être en conflit avec le gestionnaire du parc plutôt qu'avec les agriculteurs qui tuent, brûlent et saccagent tout en cas de conflit lié à la divagation », faisait comprendre Zibo, un éleveur transhumant de Karimama en octobre 2023. Ces propos viennent mettre en lumière la panne des mécanismes modernes et endogènes de prévention et de gestion/résolution des conflits entre les communautés agricoles et pastorales.

En effet, du fait de la porosité des frontières, non-sécurisées, des mouvements transfrontaliers de troupeaux ont pris une nouvelle tournure malgré la décision prise par les autorités gouvernementales d'interdire cette pratique. Désormais, la transhumance transfrontalière se déroule dans la clandestinité. Ainsi, depuis le Niger voisin, les éleveurs transfrontaliers et leurs troupeaux entrent nuitamment sur le territoire béninois, par des voies détournées, pour se retrouver dans le parc W. Pendant que certains parmi ces transfrontaliers prennent le parc W comme couloir de transit en direction de la contrée de Djougou ou vers le Togo ou le Ghana, d'autres parviennent à s'installer dans la zone périphérique de l'aire protégée aux cotés des éleveurs locaux. Ces bergers transfrontaliers et leurs troupeaux optent ainsi s'installer aux cotés des communautés pastorales locales dans cette zone tampon du parc W en raison des conditions pastorales préférentielles nées de l'intervention du gestionnaire délégué African Parks Network. Ce gestionnaire délégué de cette aire protégée a défini clairement une aire de pâturage au profit des communautés pastorales dans la zone de répression modérée. On peut comprendre l'engouement de ces transfrontaliers à s'infiltrer parmi leurs pairs nationaux avec lesquels ils entretiennent des relations parentales diverses : cousinage, mariage, collectivité ou clan. Ce sont ces liens parentaux qui favorisent la cohabitation entre ces bergers transfrontaliers et locaux quand bien même que cette cohabitation entre ces communautés pastorales ne sont pas toujours des plus pacifiques.

« Il arrive que nous nous battions car entre nous-mêmes on se vole ; ce qui peut générer parfois de conflits entre nous. L'affrontement est parfois sanglant et meurtrier. Toutefois, on ne fait pas appel à une force extérieure mais c'est en cas de décès d'une personne que son entourage alerte les forces de l'ordre. Le phénomène s'est complexifié avec le refuge de certains troupeaux étrangers à l'intérieur du parc W. Les vols sont fréquents et parfois les auteurs introuvables », confie Bello, un éleveur local à propos des quiproquos de la cohabitation entre éleveurs transfrontaliers et locaux.

Les mouvements clandestins de troupeaux de ces bergers transfrontaliers occasionnent parfois des dégâts imputés aux éleveurs

locaux, lesquels à juste titre refusent d'en assumer les responsabilités. Ce qui participe à exacerber la tension sociale dans la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs.

« Quand les troupeaux des communautés pastorales locales sont à l'origine de la destruction des cultures des agriculteurs, les propriétaires de ces troupeaux reconnaissent facilement le tort et sont disposées à dédommager les victimes. Le conflit dans ce cas est réglé rapidement à l'amiable entre les acteurs, parfois même sans qu'aucune autorité locale ne soit au courant », (témoignage de Aubenas Richard, un agriculteur, ancien animateur de PGFTR⁵ à Guéné, octobre 2023).

Par ailleurs, ces mouvements clandestins de troupeaux ont lieu, dans bien de cas, sous la protection des groupes extrémistes violents. Ces groupes extrémistes profitent de ces mouvements illégaux de troupeaux pour dissimuler leur circuit d'approvisionnement en carburant, vivres, armes et munitions via le parc w et les forêts classées de Goungoun et de la Sota. Un agent des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) pouvait faire comprendre que les groupes extrémistes exploitent à fonds les difficiles aléas d'exercice du pastoralisme pour s'attirer la sympathie des communautés pastorales afin d'avoir des renseignements sur les dispositifs étatiques mis en place pour les contrer. En cernant ainsi les mesures sécuritaires des Etats, par le biais des communautés pastorales, les groupes extrémistes prennent en défaut tous les mécanismes de répression des forces de sécurité et de défense qu'ils défient par des attaques.

Aussi, ces mouvements pastoraux clandestins servent-ils de moyens de réchauffement des relations parentales entre communautés pastorales de part et d'autre des frontières, les contacts étant facilités par la révolution numérique caractérisée par le plein essor de la téléphonie androïde. A partir de cet instant, les structures de régulation instituées pour encadrer les activités pastorales deviennent inefficaces car un mécanisme informel s'installe et les communautés pastorales y adhèrent en raison de la facilité

⁵ Projet de Gestion des Forêts et Terroirs Riverains du Bénin et qui contribue à l'amélioration des Forêts et des terroirs riverains à celles-ci.

apparente que cela leur procure dans l'exercice de leurs activités. Les groupes extrémistes se réfèrent au développement d'activités informelles pour tenter de gagner la confiance des communautés pastorales, sur lesquelles ils essaient de s'appuyer, pour mieux s'informer et infiltrer les localités. Et si par mégarde des différends intercommunautaires existent, le terreau devient fertile pour le maillage et l'expansion du phénomène de l'extrémisme violent.

Pour certains pasteurs locaux, qui résistent à la tentation des pratiques informelles dans la commune de Karimama, d'autres stratégies sont adoptées pour contourner les difficultés du pastoralisme dans ce contexte de propension de l'extrémisme violent. Il s'agit, entre autres, de la diminution de la taille de leurs troupeaux à travers la commercialisation d'une partie du cheptel ou la délocalisation de l'autre partie du bétail hors du territoire national. Les associations et organisations professionnelles d'éleveurs (ANOPER⁶ et APESS⁷) semblent tirer profit des mutations du pastoralisme dans cette contrée en termes de recrutements de nouveaux adhérents et de visibilité auprès des conseils communaux et de l'État central.

Les difficultés apparues dans le pastoralisme du fait de la recrudescence des activités des groupes extrémistes font évoluer les mentalités au niveau des communautés pastorales. Ces communautés commencent à être perméables aux innovations dans les activités pastorales, notamment la propriété foncière, le rationnement de la taille du troupeau, les revendications des droits des éleveurs dans le domaine de délimitation des espaces de pâturage et la dotation d'infrastructures pastorales. Cet éveil de conscience des communautés pastorales contribue à accroître les situations conflictuelles avec les communautés agricoles riveraines dont le monopole dans le domaine du foncier est dorénavant remis en cause.

Pratiquement, toutes les structures locales et/ou endogènes en place pour gérer les questions pastorales sont inefficaces et inappropriées pour

⁶ Association Nationale des Organisations Professionnelles d'Éleveurs de Ruminants au Bénin

⁷ Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane

faire face surtout aux nouvelles contraintes du pastoralisme avec l'apparition de l'extrémisme violent dans cette commune frontalière du Bénin d'avec le Niger et le Burkina-Faso. Les défis liés au pastoralisme nécessitent que ces structures locales et /ou endogènes soient mieux outillées pour jouer efficacement leurs rôles et responsabilités sociales. Il leur faut réinventer leurs approches d'actions ou réajuster leurs objectifs.

1.2. Effets sur les relations sociales : entre méfiance et stigmatisation

L'arrivée des troupeaux transhumants clandestins dans la commune de Karimama et son cortège de conflits participent à complexifier les rapports entre les acteurs sociaux, se manifestant par des postures de méfiance et de stigmatisation entre eux. Les conflits qui en résultent se manifestent comme des feux de brousse qui embrasent en fonction des comburants et des combustibles de l'environnement immédiat. Ces conflits n'épargnent pas les éleveurs eux-mêmes. Seulement, les raisons de ces conflits intracommunautaires pastoraux ne sont pas totalement les mêmes que ceux des conflits avec d'autres acteurs sociaux : agriculteurs, gardes faunes, agents des eaux et forêts, forces de défense et de sécurité. Si avec les autres communautés les désaccords portent, le plus souvent, sur le contrôle des ressources naturelles (terres, eau et fourrage), les affrontements inter-éleveurs s'articulent autour du détournement de bœufs ou du contrôle de l'accès aux ressources pastorales. En effet, le détournement de bœufs intervient lorsqu'il arrive que les troupeaux transfrontaliers et locaux s'entremêlent de telle manière que les bouviers ne parviennent pas à distinguer les uns des autres. Les transhumants transfrontaliers réussissent ainsi à emporter les bovins des communautés locales sédentaires dans leurs troupeaux ou vis-versa.

L'émondage sauvage des arbres pour le pâturage, l'abattage anarchique des fauves, le défrichement incontrôlé, les feux de brousses criminels, la méconnaissance des textes régissant le parc W et les forêts classées, sont, entre autres, des sources de conflits avec les gardes faunes assermentés et les agents des eaux et forêts.

Les conflits entre pasteurs et agriculteurs ont pour objets : l'occupation des couloirs de passage et des infrastructures pastorales par les agriculteurs, la divagation des troupeaux dans les exploitations agricoles et la propriété foncière. Les enjeux autour de ces ressources contribuent à enflammer la cohabitation entre ces deux types d'acteurs socioprofessionnels au point de produire des frustrations et des stigmatisations qui fragilisent la cohésion sociale et le vivre-ensemble des communautés.

Ce sont ces quiproquos entre ces acteurs socioprofessionnels qui favorisent l'intrusion des groupes extrémistes violents sur le territoire et attisent la complication des rapports entre communautés pastorales et forces défense et de sécurité. Il faut préciser que l'expansion de l'extrémisme violent tend à atténuer les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les localités sous influence de ces groupes terroristes ; ceci s'explique par le retrait des agriculteurs de ces terroirs laissant les communautés pastorales seules occuper et exploiter l'espace. Mais à quel prix ces communautés pastorales continuent-elles d'exercer leurs activités dans ces localités infestées par l'extrémisme violent ? Voilà le diagnostic que le dispositif étatique de répression armée de l'extrémisme violent ne parvient pas à bien poser afin de rendre leurs interventions les plus chirurgicales possibles. Conséquence, les communautés pastorales des zones sous influence de l'extrémisme violent se retrouvent entre deux feux. D'un côté les groupes terroristes qu'ils croisent dans leurs randonnées pastorales qui leur proposent une protection conditionnée sous menaces et de l'autre côté les forces de défense et de sécurité dont les renseignements sont généralement téléguidés par des agriculteurs frustrés d'abandonner les ressources foncières au seul profit des éleveurs. Dans de telles circonstances, le dispositif étatique de répression armée devrait savoir cerner ces enjeux latents qui opposent les communautés pastorales aux communautés agricoles pour mieux recouper les informations sur les suspicions et accusations d'appartenance aux groupes extrémistes proférées à l'encontre des éleveurs. « Ce sont souvent des éleveurs qu'on enlève et on dit que ce sont les djihadistes. Certaines personnes enlevées sont abattues,

d'autres ne sont pas retrouvées. Bien souvent ce sont des soupçons que certains acteurs portent sur les éleveurs en disant qu'ils connaissent ou collaborent avec les réseaux extrémistes qui opèrent. Alors que parfois, c'est parmi ces dénonciateurs qu'il y a de vrais terroristes », fustige Marc. M., un responsable d'une Organisation Non Gouvernementale présente dans cette zone. Et à un élu local de dénoncer : « Les localités comme Kangara et Monsey, dans la commune de Karimama, sont pratiquement sous le contrôle des groupes extrémistes qui endoctrinent et enrôlent des jeunes, dépossèdent les communautés pastorales de leurs troupeaux, embrigadent et prennent en otage femmes et enfants qui n'ont plus le droit d'aller et de revenir à leur guise », a déclaré Sambo, un élu communal. Dans la conduite de la lutte armée contre l'extrémisme violent, la question de l'impartialité du dispositif des forces de défense et de sécurité sur le terrain se pose.

Nos collègues militaires et leurs agents de renseignement ne facilitent pas le travail à la police. Normalement, lorsque quelqu'un est suspecté de terrorisme, la police doit mener une enquête de voisinage. C'est cette enquête qui révèle comment l'intéressé est connu dans son voisinage. Malheureusement, quand les militaires doigtent quelqu'un comme terroriste et que la police investigue sur lui et découvre le contraire et le libère, tout de suite on soupçonne le policier d'avoir pris des centaines de mille pour le libérer, fustige un fonctionnaire de police en service dans la région.

Ces agissements fragilisent la possibilité de collaboration des forces de défense et de sécurité avec les communautés pastorales. Les mécontentements et frustrations intestines de ces forces étatiques contribuent à l'expansion des groupes extrémistes qui savent bien surfer sur cette situation pour endoctriner, recruter et prendre en otage ces communautés pastorales lésées. Les propos de cet agent de développement apportent quelques éléments pertinents de critique de la lutte armée contre le terrorisme dans la région de Karimama :

Le phénomène nouveau appelé extrémisme violent n'est pas aussi accentué comme ça. Mais certains acteurs, notamment les militaires, profitent de ce phénomène pour créer autre chose. Lorsqu'un éleveur a un problème domanial avec un agriculteur, ce dernier peut aller doigter l'éleveur aux forces de défense et de sécurité comme étant un djihadiste... Sur cette base, les militaires tuent des citoyens. La zone de Karimama est déclarée zone militaire. Si on vous voit avec un simple sac circuler, on vous soupçonne de terrorisme et on vous

élimine. Si un agriculteur se rapproche des militaires pour vous dénoncer comme étant un terroriste, on vous poursuit et on vous tue.

1.3. Le « pastoralisme de prestige⁸ » : une pratique résistante à l'extrémisme violent

Malgré l'extrémisme violent sévissant dans la commune de Karimama, le pastoralisme de prestige pratiqué par les éleveurs a la peau dure. Ce pastoralisme de prestige consiste pour un éleveur à disposer de nombreux troupeaux de bovins, d'ovins et caprins ; chaque troupeau pouvant compter 100, 150, 200, voire plus de têtes d'animaux. En effet, cette pratique de l'élevage constitue une identité culturelle de noblesse au sein de la communauté Peulh. A Karimama, la crise sécuritaire liée à l'extrémisme violent n'a pas réussi à changer la pratique de ce type de pastoralisme. Seule la stratégie d'opération des propriétaires de troupeaux a changé. Aujourd'hui, ils sont nombreux ces propriétaires de troupeaux qui ont délocalisé ou disséminé leurs animaux dans différentes localités du pays et même en direction d'autres pays comme le Niger, le Nigéria, le Togo et le Ghana. Cette démarche vise à faciliter l'accès aux ressources pastorales aux troupeaux ainsi délocalisés ou disséminés. Tout ceci n'est pas de nature à sonner la fin des mouvements transfrontaliers de troupeaux en dépit de l'interdiction officielle de la transhumance transfrontalière au Bénin et de l'extrémisme violent qui sévit dans cette contrée du pays. Cette approche conservatrice du pastoralisme de prestige par éclatement ou dissémination des troupeaux dans d'autres localités et contrées transfrontalières prend appui sur les liens de parenté. Au fait, le point de chute des troupeaux n'est pas ciblé au hasard. Il y a toujours un proche ou un parent au lieu de destination qui sert de repère, comme tuteur ou guide de référence, sur le territoire d'accueil de ces troupeaux. En clair, les liens de parenté entre communautés pastorales jouent un rôle capital dans cette stratégie de

⁸ Le pastoralisme de prestige est une forme spécifique de pastoralisme qui se caractérise par une dimension sociale et symbolique importante. Contrairement au pastoralisme traditionnel axé sur la subsistance et la production de ressources, le pastoralisme de prestige met l'accent sur la démonstration de richesse, de pouvoir et de statut social à travers la possession et l'élevage d'animaux de grande valeur.

conservation du pastoralisme de prestige. Ces liens de parenté entre communautés pastorales sont indépendants des barrières frontalières.

Mais l'apparition de l'extrémisme violent et sa persistance dans la commune de Karimama induit-elle un changement de paradigme pastoral dans cette région ?

1.4. Vers un changement de paradigme pastoral face à une crise à issue incertaine

La crise sécuritaire liée à l'extrémisme violent produit un impact certain dans la pratique pastorale dans l'aire géographique de Karimama. La délocalisation de certains troupeaux vers d'autres destinations nationales et/ou transnationales et l'évolution des mentalités des communautés pastorales avec l'adhésion à l'idée de promotion du pastoralisme sédentaire constituent les changements notables de paradigme pastoral dans cette zone géographique. Même si l'élevage mobile est la pratique pastorale prééminente à Karimama, il faut tout de même noter que les pratiques pastorales semi-sédentaires et sédentaires s'affirment de plus en plus. Le projet gouvernemental de sédentarisation des éleveurs, en implémentation dans le contexte de crise sécuritaire, a permis aux communautés pastorales de comprendre que le pastoralisme d'antan ne saurait persister. Il faut le revoir et l'adapter au contexte et à l'environnement en pleine mutation avec la pression démographique et l'apparition de l'extrémisme violent. Et ce message du projet gouvernemental a le mérite d'avoir éveillé la conscience des communautés pastorales autour de la question de la propriété foncière et de la nécessité de production des cultures fourragères afin de tourner la page de l'élevage mobile. Pour y parvenir, le chemin reste encore long d'autant que le projet de sédentarisation (PRoSeR9) dont les objectifs sont de "rationnaliser la gestion de l'espace pastoral, améliorer la productivité et la production des ruminants, et assurer la mise en marché des produits d'élevage", n'enregistre toujours pas d'avancée notable sur le terrain trois ans après son démarrage. Les réalisations sont à peine visibles et l'on se demande si les fruits pourront tenir la promesse des fleurs. Il est à craindre

⁹ Projet de Sédentarisation des troupeaux de Ruminants au Bénin

que l'engouement des communautés pastorales pour cette intervention s'émeusse sans que les objectifs du projet soient atteints. A la date de nos investigations (octobre-novembre 2023), aucune culture fourragère n'existait à Karimama. Mieux, la problématique de délivrance d'attestations coutumières de détention (ADC) foncière se posait avec acuité dans cette région. Par ailleurs, une question très importante de la sociologie Fulbé reste toujours non résolue par ce projet de sédentarisation. Il s'agit de celle du changement du pastoralisme de prestige en pastoralisme économique.

Discussion des résultats

La recherche réalisée dans la commune de Karimama, au nord de la République du Bénin, s'est penchée sur les changements subis par le pastoralisme en raison de la crise liée à l'extrémisme violent. Il a été supposé en hypothèse que les groupes pastoraux, pris en otage entre les frustrations des communautés locales, les menaces des groupes terroristes et les représailles du dispositif sécuritaire étatique, prennent des initiatives novatrices pour surmonter les difficultés du pastoralisme dans ce contexte de crise sécuritaire.

D'après le dictionnaire Le Robert, le pastoralisme se définit au plan didactique comme l'économie pastorale, mode d'exploitation agricole fondée sur l'élevage en pâturages naturels. Pour M.E.Fernandez-Gimenez (2002)¹⁰, le pastoralisme peut être défini comme « un système de production dans lequel des humains et le bétail domestique vivent en relation symbiotique, utilisant les pâturages naturels de manière extensive qui implique la gestion extensive d'animaux domestiques herbivores, en les déplaçant régulièrement entre des pâturages saisonniers ou des zones d'estivage ».

Les résultats de notre recherche ont révélé que l'activité pastorale est tout aussi essentielle que les activités agricoles dans l'économie locale de la

¹⁰ Fernandez-Gimenez, M. E. (2002). Spatial and social boundaries and the paradox of pastoral land tenure: A case study from postsocialist Mongolia. *Human Ecology*, 30(1), p.49-78

commune de Karimama et même à l'échelle transnationale, notamment dans la région de Dosso (Niger) et l'État de Kébir au Nigéria. L'économie locale de la commune de Karimama, située au nord du Bénin, est fortement influencée par la dynamique transfrontalière du "Dendi Ganda", où trois grands marchés sont des centres d'échanges commerciaux importants. Il s'agit du marché de Malanville (Bénin), du marché de Gaya (Niger) et du marché de Karamba (Nigéria). Cela démontre l'importance du pastoralisme dans cette région géographique. Malheureusement, ces dernières années, cette pratique ancestrale des communautés pastorales est confrontée à de nombreux défis, notamment les conflits traditionnels et ceux liés à l'extrémisme violent.

Les conflits liés au pastoralisme dans la commune de Karimama sont principalement entre les agriculteurs et les éleveurs. Ces conflits surviennent soit en raison de la divagation des troupeaux dans les exploitations agricoles, soit en raison de l'occupation de l'espace ou de l'exploitation des points d'eau. Contrairement à ce qui est souvent répandu dans la société, il convient de souligner que le pastoralisme n'est pas à l'origine des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. « Ce sont plutôt le non-respect des normes et des lois régissant l'agriculture et l'élevage qui engendrent ces conflits. Ces conflits ont un impact sur le pastoralisme, qui est pourtant un pilier fondamental de l'économie locale », comme l'a souligné un responsable de l'ONG African's Parks Network sur le terrain. L'extrémisme violent, un phénomène relativement récent qui a commencé il y a quelques années seulement au Mali, s'est rapidement répandu dans le nord du Bénin. A propos, dans un article scientifique intitulé « La menace croissante de l'extrémisme violent en Afrique occidentale côtière », L. Brottem (2022) donne des précisions sur les attaques subies par le Bénin depuis décembre 2021 dans ces zones frontalières, et qui, selon lui, sont attribuées à des groupes islamistes œuvrant dans cette aire géographique. Dans cette publication, cet auteur indique que « ces attaques seraient liées au Front de Libération du Macina (FLM), élément plus actif d'un consortium de groupes militants connu sous le nom Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin (JNIM) ». L'auteur ajoute plus loin que « ces groupes militants ont été

particulièrement efficaces pour recruter de jeunes éleveurs musulmans (souvent Fulani) en jouant sur leurs griefs. Il s'agit de cette façon d'amplifier les tensions intercommunautaires (en particulier les préoccupations foncières des agriculteurs et des éleveurs) et la méfiance à l'égard du gouvernement ». Notre recherche confirme cette pratique, celle du recrutement de jeunes éleveurs par les groupes djihadistes étant une réalité dans le territoire communal de Karimama ; ce qui confirme les résultats de l'article scientifique intitulé « La menace croissante de l'extrémisme violent en Afrique occidentale côtière » de L. Brottem (2022). Un rapport synergique entre la communauté pastorale et l'extrémisme violent est ainsi démontré par ces chercheurs. Ce qui vient en contradiction avec les résultats des recherches de Matthew PFLAUM (2021), doctorant du département de géographie à l'université de Floride aux Etats-Unis, dont la recherche a porté sur le thème « Pastoralisme et Violence en Afrique du Nord et de l'Ouest ». Les résultats de cette recherche ont permis à ce chercheur de conclure que le « pastoralisme ne rime pas nécessairement avec violence en Afrique de l'Ouest »¹¹. Analysant 36000 événements violents survenus entre janvier 1997 et avril 2020, il relève que 206 ont impliqué les groupes pastoraux. Il note que ces violences sont géographiquement très localisées au Nigéria et sa périphérie et au Sahel central. La plupart des groupes pastoraux ne sont pas impliqués dans des violences. La publication de cet auteur indique les pourcentages les plus élevés d'événements violents impliquant les pasteurs ainsi qu'il suit : Burkina (64%), Mali (60%), Bénin (54%), Maroc (23%) et Niger (23%). M. PFLAUM soutient donc qu'il n'est pas question de faire « d'amalgame entre violence et pastoralisme ».

L'extrémisme violent a profondément affecté le pastoralisme et la gestion des troupeaux. Les communautés pastorales ont dû s'adapter à de nouveaux défis en modifiant leurs pratiques traditionnelles. La gestion du temps et de l'espace des ressources pastorales a été perturbée, remettant en question la conception même du pastoralisme. Les facteurs déterminant les itinéraires de transhumance ont évolué pour inclure des considérations

¹¹ Site web <https://www.commodafrica.com>, consulté le 27 juin 2023.

sécuritaires. En effet, la crise pastorale liée à l'extrémisme violent a entraîné des changements dans les interactions sociales entre les acteurs. La recherche a démontré que les pasteurs sont pris entre la victimisation et la stigmatisation, étant, à tort ou à raison, désignés comme membres de groupes terroristes et traités comme tels par les autres membres de la société ainsi que par les forces de défense de l'État. En réalité, ces éleveurs pasteurs sont souvent victimes de violences perpétrées par des groupes extrémistes, et de représailles, voire d'exécutions sommaires, de la part des forces de défenses et de sécurité sensées les protéger, ce qui alimente le cycle de la violence.

Le dilemme auquel sont confrontés les éleveurs pasteurs est réel. Certains se retrouvent dans une impasse et sont poussés à se procurer des armes pour se défendre. Cependant, la grande majorité des éleveurs est doublement victime de la crise pastorale et de la crise sécuritaire. Ils sont pris entre la nécessité économique de se déplacer, avec le risque de se retrouver dans des zones contrôlées par des groupes djihadistes et d'être assimilés à eux, et le risque de rester immobiles et d'être exposés aux extorsions, aux vols et à la détérioration de leur bétail (P. Mathieu, 2021, p.10).

Traditionnellement, les communautés pastorales du Nord-Bénin avaient mis en place une gestion temporelle et spatiale des ressources pastorales afin de préserver les ressources naturelles et d'assurer la durabilité des troupeaux. Cette approche consistait à garantir les productions animales dans leur terroir (A.J. Djenontin et al., 2007, p.523). Cependant, avec la montée de l'extrémisme violent, il est devenu de plus en plus difficile de maintenir cette gestion traditionnelle. Les déplacements des pasteurs et de leurs troupeaux peuvent désormais se faire à n'importe quel moment de l'année et dans des directions non souhaitées, remettant ainsi en cause l'essence traditionnelle du pastoralisme basée sur des parcours bien définis à une période précise de l'année. Les pasteurs et leurs troupeaux sont contraints d'évoluer en fonction des informations sur la situation sécuritaire et de la nécessité de garantir en permanence leur intégrité et ainsi que celle de leurs troupeaux. Contrairement à l'ancienne pratique de transhumance le

long d'itinéraires précis, les pasteurs doivent désormais adopter des itinéraires stratégiques et explorer des zones de pâturage inédites, voire interdites, pour des raisons de sécurité (A.J. Djenontin et al., 2007, p.523). Cette nouvelle réalité a des implications profondes sur la planification et la gestion des déplacements des troupeaux. Alors que les itinéraires de transhumance étaient auparavant influencés par des facteurs tels que les aspects culturels, historiques, socio-économiques, environnementaux et institutionnels (G. Kpérou et al., 2020, p.15664), l'émergence de l'extrémisme violent a fait de la sécurité un déterminant clé des itinéraires de transhumance. Les pasteurs doivent désormais prendre en compte les risques liés aux groupes extrémistes et aux forces de sécurité lorsqu'ils décident de leurs déplacements. Cette dimension sécuritaire a transformé la sélection des itinéraires de transhumance et a rendu la planification plus complexe pour les communautés pastorales.

La recherche a mis aussi en évidence les différentes stratégies mises en place par les éleveurs pasteurs face aux défis majeurs posés par l'extrémisme violent. Parmi ces stratégies, on trouve la fuite pastorale vers des zones plus sûres à l'instar de la Réserve de la Biosphère du Parc W, ainsi que l'intégration de l'agriculture et la sédentarisation forcée.

Une des stratégies développées par les éleveurs pasteurs est la fuite et l'installation vers les zones intérieures de la réserve de biosphère du Parc W, qui était autrefois interdites d'accès. Cette réserve abrite de nos jours des groupes extrémistes violents actifs dans la région, tels que ANSARU, GSIM et Boko Haram, ou sert de couloirs de transit pour ces groupes. Cet intérêt croissant pour la réserve de biosphère du Parc W n'est plus exclusivement lié aux contraintes écologiques résultant des sécheresses de 1973 et 1984 qui ont affecté les éleveurs de l'Ouest-Niger, occasionnant couramment des fuites pastorales vers le sud. Les Peulhs de la région entrent à nouveau dans le parc W au Bénin, comme l'a démontré A. Boureima, B. Jean, (2012, p.57), mais principalement pour rechercher protection et sécurité. Les éleveurs pasteurs se retrouvent alors confrontés à la compromission avec les groupes djihadistes pour assurer leur sécurité dans la clandestinité vis-à-vis des gestionnaires du parc W ainsi que des forces de défense et de sécurité et

ceci, en contrepartie de leur soutien aux actions terroristes. Cette transhumance vers le Parc W peut être interprétée comme une pratique ancrée dans la culture peulh, où elle est perçue comme un espace d'initiation au pastoralisme et à la culture. Elle permet également aux éleveurs, en temps normal, de manifester leur fierté lors de parades ou de rassemblements annuels de troupeaux (A. Boureima, B. Jean, 2012, p.65-66).

Les résultats de la recherche montrent également que les conditions climatiques deviennent secondaires par rapport aux conditions de sécurité liées à l'extrémisme violent, qui restreignent la mobilité pastorale et obligent les éleveurs à une sédentarisation forcée. Contrairement à la thèse selon laquelle les conditions climatiques actuelles contraignent les pasteurs à intégrer l'agriculture à l'élevage et à se sédentariser, soutenue par T.H.S. Vodounon et al. (2016, p.169), la question sécuritaire liée à l'extrémisme violent aggrave les contraintes écologiques et pousse les éleveurs pasteurs à la sédentarisation et à l'adoption de l'agropastoralisme. En effet, dans la zone géographique de Karimama, couverte par notre recherche, ainsi que dans les zones nord du Bénin, selon A.K.L.S. Sounon et al. (2019, p. 98), on observe la coexistence de deux systèmes d'élevage bovin : un système mobile (naisseur) et un système semi-sédentaire (mixte) qui comprend une activité d'embouche, confirmant ainsi les résultats de notre recherche. Cependant, si des aménagements appropriés (réhabilitation et extension des ouvrages hydrauliques, sécurisation des aires de pâturage et des axes de transhumance) ne sont pas réalisés pour maintenir la complémentarité des deux types d'élevage et si les éleveurs mobiles se sédentarisent sous la pression des dynamiques de populations et d'occupation du sol (A. K. L. S. Sounon et al., 2019, p.98), cette nouvelle stratégie risque à terme de provoquer des conflits intercommunautaires sans précédents.

En fin de compte, les groupes pastoraux adoptent une position équilibriste, contraints d'être tantôt du côté des groupes extrémistes violents, tantôt de collaborer avec la société civile et l'État, malgré la victimisation et la stigmatisation dont ils sont l'objet. Dans ces conditions, ils développent de nouvelles stratégies pour leur survie et celle de leurs troupeaux. Cependant, dans l'ensemble, et pour le moment, comme l'a

démontré P. Mathieu (2021, p.10), les stratégies d'adaptation traditionnelles utilisées par les éleveurs deviennent de moins en moins efficaces, et ils sont contraints de se débrouiller, pris "entre le marteau et l'enclume".

La recherche a donc ainsi révélé les limites des recherches antérieures qui n'avaient pas suffisamment pris en compte la dimension sécuritaire liée aux agissements humains de la dernière décennie, axés sur l'extrémisme violent, dans la gestion du pastoralisme dans cette partie du Bénin. Il est essentiel de tenir compte de ces réalités lors de la conception de politiques et de stratégies visant à atténuer les tensions et à promouvoir une coexistence pacifique entre les pasteurs peulhs et les autres membres de la société.

Conclusion et perspectives

Au terme de notre recherche, on peut affirmer que le lien entre le pastoralisme et l'extrémisme violent n'est pas direct mais plutôt indirect. Le pastoralisme subit plutôt ce phénomène et ne saurait en être la source dans la commune de Karimama. Si entre l'agriculteur et l'éleveur les relations socioprofessionnelles sont permanemment conflictuelles, des mécanismes endogènes et modernes existent normalement pour faciliter le dialogue et la médiation ; mais le constat est que ceux-ci sont défailants. Ce sont alors les dysfonctionnements de ces différents mécanismes dans la contrée, objet d'investigation, qui génèrent frustrations, stigmatisations et tensions intercommunautaires servant de terreau à l'extrémisme violent. L'initiative de contrer ce dernier par un dispositif de répression armée déployé dans cette commune, en proie aux attaques terroristes depuis fin 2021, semble présenter ses limites. En effet, le fonctionnement de ce dispositif, plutôt que d'enrayer le phénomène, participe à l'envenimer, en raison des dérives et bavures qui se multiplient sur le terrain à l'encontre des communautés pastorales. La synergie d'actions entre les composantes des forces de défense et de sécurité n'est pas au rendez-vous. Les renseignements militaires censés collaborer étroitement avec la police sur le terrain sont mal organisés et manquent d'équité en défaveur des communautés pastorales ; lesquelles communautés pastorales sont généralement stigmatisées du fait

des sempiternelles relations socioprofessionnelles conflictuelles avec les agriculteurs.

En définitive, on se rend compte que les communautés pastorales se retrouvent réprimandées de part et d'autre. Elles sont victimes de stigmatisation de la part des communautés agricoles en même temps qu'elles subissent les exactions des forces de défense et de sécurité tout en restant otage des groupes extrémistes violents. Dans cet environnement qui leur est hostile, pris en otage entre frustrations des communautés locales, menaces des groupes terroristes et représailles du dispositif sécuritaire étatique, les pasteurs peulhs s'arment progressivement, s'organisent peu à peu pour se défendre et exacerber ainsi les confrontations entre les parties afin de continuer à exercer leurs activités pastorales sans anicroche.

Si l'élevage sédentaire et semi-sédentaire commencent à s'affirmer dans la commune de Karimama, il faut signaler que l'élevage mobile persiste encore comme pratique pastorale la plus répandue. L'interdiction de la transhumance transfrontalière décidée par les autorités étatiques n'existe que sur papier. Dans la pratique, elle se déroule dans la clandestinité quand bien même que l'effectif des transhumants transfrontaliers et nationaux soit réduit. Au nombre des facteurs favorables à cette transhumance transfrontalière clandestine, on retient les relations de parenté entre les groupes pastoraux de part et d'autre des frontières et l'expansion de l'extrémisme violent. Le pastoralisme n'est donc pas à l'origine de l'extrémisme violent. C'est plutôt l'extrémisme violent qui profite des problèmes pastoraux pour s'alimenter et se développer. La toile de fond de la problématique reste celle de la mauvaise gouvernance du terroir. L'expansion de l'extrémisme violent n'est en fait que la conséquence de la panne des mécanismes modernes et endogènes de prévention et de gestion/résolution des conflits et de la faible affirmation de l'Etat dans bien de localités de cette commune.

Si les communautés pastorales présentes dans la zone de la recherche sont de plus en plus sensibles aux initiatives novatrices proposées par les autorités gouvernementales en vue d'une activité pastorale sédentarisée, il

reste que la traduction dans les actes de ces idées est encore embryonnaire du fait des insuffisances managériales du projet de sédentarisation. Les changements majeurs dans la pratique pastorale dans le contexte de l'extrémisme violent est celui de la dissémination des troupeaux dans d'autres localités ou dans d'autres pays. Une chose reste certaine, le pastoralisme de prestige résiste à tout changement de paradigme pastoral dans la commune de Karimama. C'est donc un fait que les groupes pastoraux prennent des initiatives novatrices pour contourner les difficultés du pastoralisme dans ce contexte de crise sécuritaire, confirmant de ce fait notre hypothèse selon laquelle « les groupes pastoraux, pris en otage entre frustrations des communautés locales, menaces des groupes terroristes et représailles du dispositif sécuritaire étatique, prennent des initiatives novatrices pour contourner les difficultés du pastoralisme dans ce contexte de crise sécuritaire ». Au demeurant, ce nouveau paradigme de l'élevage sédentaire, en expérimentation, ouvre à moyen terme un chantier scientifique très intéressant quant aux mutations socio-culturelles et économiques que cela pourrait induire au sein des communautés pastorales du Bénin en général et celles de Karimama en particulier.

Références bibliographiques

- BAKO-ARIFARI, Nassirou., AMOUZOU-GLIKPA, A., 2021, *Etude sur les conflits, violence armée et cohésion sociale au Nord Togo et Nord Bénin*, Rapport-Bénin, LASDEL, décembre 2021, 24 p.
- BOUREIMA Amadou, JEAN Boutrais, 2012, *Logiques pastorales et de conservation de la nature : les transhumances et le Parc du W (Niger, Burkina Faso, Bénin)*, Presses de Sciences Po, 2012/1 (N° 60), pp. 55-75.
- BROTTEM Leif., 2023, « *La menace croissante de l'extrémisme violent en Afrique occidentale côtière* » in Centre d'études stratégiques de l'Afrique, publié le 01 avril 2022 sur le site web www.africacenter.org>spotlight (consulté le 1er juillet 2023).
- DJENONTIN André Jonas, AMIDOU Moutaharou, BACO Mohamed Nasser, 2007, « *Espaces pastoraux et environnement dans le Nord-Bénin. Évolution des modes de gestion des ressources pastorales dans l'Alibori et le*

- Borgou », Paris, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), p.523.
- FERNANDEZ-GIMENEZ E. Maria., 2002, *Spatial and social boundaries and the paradox of pastoral land tenure: A case study from postsocialist Mongolia*. *Human Ecology*, 30 (1), pp.49-78
- Larousse., 2023, « Français » [www.larousse.fr>français](http://www.larousse.fr/français) (consulté le 27 juin 2023).
- MATHIEU Pellerin, 2021, *Entendre la voix des éleveurs au Sabel et en Afrique de l'Ouest, quel avenir pour le Pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts*, Rapport d'étude, RBM, 162 p.
- MATHIEU Pellerin, 2022, « *Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sabéliens ?* » Notes de l'Ifri, Ifri, p. février 2022, p.10.
- NANAKO Akotchayé, COUBEOU Patient, 2015, *Promotion de l'agroécologie dans la Commune de Karimama (Bénin) : Tremplin vers une meilleure résilience aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire*, 13p.
- PFLAUM Matthew, 2021, « *Pastoralisme et violence en Afrique du Nord et de l'Ouest* », publié dans Note ouest-africaines de l'OCDE, juillet 2021, N° 31.
- RICARD Maxime, 2021, *Sous Pression : les défis du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire*, IRSEM, Note de recherche, N°117, 21p.
- SOUNON K. L. S. Adam., al, 2019, *Impact of the sedentarization of pastoralists on cattle production in Northern Benin*, Rev. Elev. Med. Vet. Pays Trop., 72 (3), p.93-99, doi: 10.19182/remvt.31778
- UN Women., 2023, « *Prevention* », en ligne, consulté le 27 juin 2023, [https://www.unwomen.org>prévention](https://www.unwomen.org/prévention) (consulté le 27 juin 2023).
- UNODC., 2023, « *Terrorism* », en ligne, consulté le 27 juin 2023, [https://www.unodc.org>terrorisme](https://www.unodc.org/terrorisme) (consulté le 27 juin 2023).
- VODOUNON H. S. Totin, al., 2016, *Instabilité du régime climatique et dynamique des systèmes pastoraux dans la commune de Sinendé au Nord du Bénin*, Sciences de l'Environnement, 13, p.157-178. Hal-01552159.